

REPUBLIQUE

DE

VANUATU

JOURNAL OFFICIEL



REPUBLIC

OF

VANUATU

OFFICIAL GAZETTE

26 MARS 2007

NO. 9

26 MARCH 2007

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

LOIS

LA LOI NO. 23 DE 2006 SUR LE CONSEIL NATIONAL DES CHEFS, (TEXTE FRANCAIS SEULEMENT) PUBLIE DANS LE JOURNAL OFFICIEL NO. 25 DU 11 SEPTEMBER 2006.

ARRETES

NOTIFICATION OF PUBLICATION

ACTS

NOTICE OF CORRECTION

THE NATIONAL COUNCIL OF CHIEFS ACT NO. 23 OF 2006, (FRENCH TEXT ONLY) PUBLISHED IN THE OFFICIAL GAZETTE NO. 25 DATED 11 SEPTEMBER, 2006.

ORDERS

VANUATU COMMODITIES MARKETING BOARD ACT [CAP.133]

- FUNCTIONS AND POWERS OF INSPECTORS ORDER NO. 8 OF 2007.

HONOURS ACT [CAP.120]

- HONOURS (AMENDMENT) REGULATION ORDER NO. 9 OF 2007.

VANUATU COMMODITIES MARKETING BOARD ACT [CAP.133]

- VCMB (KAVA) REGULATION ORDER NO. 10 OF 2007.



NOTICE OF CORRECTION

THE NATIONAL COUNCIL OF CHIEFS ACT NO. 23 OF 2006, (FRENCH TEXT ONLY) PUBLISHED IN THE OFFICIAL GAZETTE NO. 25 DATED 11 SEPTEMBER, 2006.

LA LOI NO. 23 DE 2006 SUR LE CONSEIL NATIONAL DES CHEFS, (TEXTE FRANÇAIS SEULEMENT) PUBLIÉ DANS LE JOURNAL OFFICIEL NO. 25 DU 11 SEPTEMBRE 2006.

THE CORRECT TEXT IN FRENCH OF THE NATIONAL COUNCIL OF CHIEFS
ACT NO. 23 OF 2006.

LE TEXTE FRANÇAIS EXACT DE LA LOI NO. 23 SUR LE CONSEIL
NATIONAL DES CHEFS.

RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N° 23 DE 2006 SUR LE CONSEIL NATIONAL DES CHEFS

Sommaire

TITRE 1 - DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1 Définition

TITRE 2 - LE CONSEIL NATIONAL DES CHEFS

Sous-titre 1 – Création, fonctions et pouvoirs du Conseil

2 Création du Conseil National des Chefs

3 Fonctions du Conseil

4 Pouvoirs du Conseil

Sous-titre 2 - Composition du Conseil et Réunions

5 Composition du Conseil

6 Président du Conseil

7 Réunions du Conseil

Section 3 - Dispositions diverses

8 Comités

9 Règles

10 Indemnités et gratifications

TITRE 3 LES CONSEILS INSULAIRES DES CHEFS ET LES CONSEILS URBAINS DES CHEFS

11 Création des conseils insulaires des chefs et des conseils urbains des chefs

12 Composition des conseils insulaires des chefs et des conseils urbains des chefs

13 Fonctions des conseils insulaires des chefs et des conseils urbains des chefs

14 Pouvoirs des conseils insulaires des chefs et des conseils urbains des chefs

TITRE 4 - DIRECTION ET PERSONNEL

15 Le chef de direction du Conseil

16 Renvoi du chef de direction

17 Fonctions du chef de direction

18 Personnel du Conseil

19 Dispositions transitionnelles

TITRE 5 - QUESTIONS FINANCIÈRES ET DIVERSES

20 Fonds du Conseil

21 Comptabilité et vérification comptable

22 Rapport Annuel

23 Règlements

24 Abrogation de la Loi N°13 de 1985

25 Entrée en vigueur

Assent: 17/07/2006
Commencement: 11/09/2006

RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N° 23 DE 2006 SUR LE CONSEIL NATIONAL DES CHEFS

Portant création du Conseil National des Chefs, des conseils insulaires des chefs à Vanuatu et des conseils urbains des chefs en zones urbaines et prévoyant des dispositions à des fins connexes.

Le Président de la République et le Parlement promulguent le texte suivant :

TITRE 1 - DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1 Définition

Dans la présente Loi, sous réserve du contexte :

conseil désigne le Conseil National des Chefs ;

chef coutumier désigne une personne reconnue en tant que tel dans une localité conformément aux principes coutumiers de cette localité ;

ministre désigne le ministre responsable du Conseil National des Chefs.

président désigne le président du Conseil National des Chefs ;

) Sans que soit limitée la portée du paragraphe 3), le ministre peut prévoir :

- a) la date des élections des membres du Conseil ;
- b) la procédure pour la désignation des candidats aux élections des membres du Conseil ; et
- c) la méthode d'élection.

5) Un membre du Conseil est élu pour un mandat de cinq ans au plus, renouvelable.

6) Un membre du Conseil peut à tout moment se démettre de ses fonctions en soumettant sa lettre de démission au président.

7) En cas de décès ou de démission d'un membre du Conseil, le Conseil doit s'assurer que le conseil insulaire des chefs ou le conseil urbain des chefs compétent élit un chef coutumier de son île ou de sa zone urbaine pour le remplacer.

6 Président du Conseil

1) Le président du Conseil doit être élu par les membres du Conseil à la première réunion qui suit l'élection d'un nouveau Conseil.

2) Le mandat du président correspond à celui du Conseil qui l'a élu.

3) Le président peut se démettre de ses fonctions en soumettant sa lettre de démission au Conseil.

4) En cas de décès ou de démission du président, le doyen des membres assure l'intérim jusqu'à l'élection d'un nouveau président.

5) Le président est tenu de représenter le Conseil à toute réunion ou cérémonie officielle.

6) Le président peut, par écrit, déléguer sa charge citée au paragraphe 5) à un membre ou un agent du Conseil.

7 Réunions du Conseil

1) Le Conseil se réunit au moins une fois par an. D'autres réunions peuvent être convoquées à la demande du Conseil, du Parlement ou du Gouvernement.

2) Le président doit présider toutes les réunions du Conseil. En son absence, les membres présents doivent choisir un membre pour présider une réunion.

3) Pour toute réunion du Conseil, le quorum est de 16 membres présents à la réunion.

- 4) Chaque membre présent à la réunion a une voix. Une question étudiée à la réunion fait l'objet d'une décision à la majorité des voix. En cas d'égalité des voix, le membre présidant la réunion a la voix prépondérante.
- 5) Sous réserve de la présente Loi, le Conseil peut déterminer et réglementer ses propres procédures.

Section 3 - Dispositions diverses

8 Comités

- 1) Le Conseil peut créer des comités pour l'aider dans l'exécution de ses fonctions.
- 2) Le Conseil doit déterminer la composition d'un comité et peut y inclure des personnes qui ne sont ni membres du Conseil ni membres du personnel.
- 3) Un comité doit déterminer ses propres procédures.

9 Règles

Le Conseil peut établir des règles qui sont conformes à la présente Loi pour le contrôle, la gestion et la bonne conduite des ses membres.

10 Indemnités et gratifications

- 1) Les membres du Conseil y compris le président ont droit aux indemnités suivantes :
 - a) une indemnité de présence n'excédant pas 5 000 VT pour chaque jour de réunion du Conseil ;
 - b) une indemnité de subsistance n'excédant pas 5 000 VT pour chaque jour de réunion du Conseil ;
 - c) une indemnité mensuelle de 30 000 VT chaque mois.
- 2) Chaque membre du Conseil y compris le président a droit à une gratification de 250 000 VT payable à la fin d'un mandat du Conseil.

TITRE 3 LES CONSEILS INSULAIRES DES CHEFS ET LES CONSEILS URBAINS DES CHEFS

11 Création des conseils insulaires des chefs et des conseils urbains des chefs

Les conseils insulaires des chefs et les conseils urbains des chefs sont créés.

12 Composition des conseils insulaires des chefs et des conseils urbains des chefs

- 1) Les conseils insulaires des chefs et les conseils urbains des chefs sont composés des chefs coutumiers :
 - a) pour les conseils insulaires des chefs – des chefs élus par leurs conseils régionaux des chefs respectifs dans les îles en dehors des zones urbaines ;
 - b) pour les conseils urbains des chefs – des chefs nommés par leurs conseils insulaires des chefs respectifs pour les représenter en zones urbaines.
- 2) Un chef coutumier ne doit être nommé à un conseil urbain des chefs conformément à l'alinéa 1)b) que s'il réside dans la zone urbaine donnée.
- 3) Aux fins du paragraphe 1), le ministre doit, par arrêté, fixer :
 - a) le nombre de chefs que doit élire un conseil insulaire des chefs donné ;
 - b) le nombre de chefs que doit élire un conseil urbain des chefs donné.

13 Fonctions des conseils insulaires des chefs et des conseils urbains des chefs

- 1) Les conseils insulaires des chefs et des conseils urbains des chefs ont les fonctions suivantes :
 - a) résoudre des litiges selon la coutume locale ;
 - b) fixer la valeur des échanges de dons dans un mariage coutumier ;
 - c) promouvoir et d'encourager l'usage de la coutume et de la culture ;
 - d) promouvoir la paix, la stabilité et l'harmonie ;
 - e) promouvoir et encourager un développement économique et social durable ;
 - f) exécuter toute autre fonction que leur attribue la présente Loi ou de toute autre Loi.
- 2) Pour éviter le doute, chacun des conseils, insulaire et urbain, ne doit exercer les fonctions que lui attribue le paragraphe 1) que dans leurs îles ou zones urbaines respectives.

14 Pouvoirs des conseils insulaires des chefs et des conseils urbains des chefs

Les conseils insulaires des chefs et les conseils urbains des chefs ont le pouvoir de faire tout ce qui est nécessaire ou qu'il convient de faire en ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions.

TITRE 4 - DIRECTION ET PERSONNEL

15 Le chef de direction du Conseil

- 1) La Commission de la Fonction publique est tenu de nommer un chef de direction quelle emploie selon les conditions d'emploi qu'elle aura déterminées.
- 2) Le chef de direction assure les fonctions de secrétaire du Conseil.
- 3) Pour éviter le doute, le chef de direction n'a pas le droit de voter à une réunion du Conseil.

16 Renvoi du chef de direction

- 1) Une personne peut être renvoyé du poste de chef de direction si :
 - a) elle devient députée, conseiller provincial ou conseiller municipal ;
 - b) elle devient membre du Conseil National des Chefs ; ou
 - c) elle manque d'exécuter de façon satisfaisante les fonctions que lui attribue la présente Loi ou toute autre Loi.

17 Fonctions du chef de direction

- 1) Le chef de direction dirige le bureau du Conseil.
- 2) Le chef de direction a les fonctions suivantes :
 - a) convoquer les réunions à la demande du Conseil, du Parlement ou du Gouvernement ;
 - b) exécuter les décisions du Conseil ;
 - c) fournir au Conseil des services de soutien appropriés ;
 - d) assister à toutes les réunions du Conseil et rédiger les procès-verbaux ;
 - e) gérer le personnel du Conseil ;
 - f) aider de manière générale le Conseil dans l'exercice de ses fonctions ;
 - g) gérer les ressources du Conseil ;
 - h) exercer toute fonction que lui délègue le Conseil.

18 Personnel du Conseil

La Commission de la Fonction publique nomme les agents du Conseil selon les conditions d'emploi qu'elle établit.

Dispositions transitionnelles

- 1) Le présent article s'applique à un chef coutumier membre du Conseil, d'un conseil insulaire des chefs ou d'un conseil urbain des chefs et à toute personne employée par la Commission de la Fonction publique et travaillant au bureau du Conseil avant l'entrée en vigueur de la présente Loi.
- 2) À et après l'entrée en vigueur de la présente Loi, un chef coutumier qui est membre du :
 - a) Conseil ;
 - b) Conseil insulaire des chefs ; ou
 - c) Conseil urbain des chefs ;cesse d'être membre de cette entité
- 3) À et après l'entrée en vigueur de la présente Loi, toute personne employée par la Commission de la Fonction publique au bureau du Conseil y sera maintenue :
 - a) selon les mêmes modalités ;
 - b) au même poste ; et
 - c) avec les mêmes avantages acquis ou en accumulation.

TITRE 5 - QUESTIONS FINANCIÈRES ET DIVERSES

20 Fonds du Conseil

- 1) Les fonds du Conseil sont composés :
 - a) de l'argent affecté au ou aux fins du Conseil en application de la Loi des finances ; et
 - b) de tout autre fonds reçu par le Conseil de toute autre source.
- 2) Le Conseil peut ouvrir et entretenir des comptes bancaires conformément à la Loi N° 6 de 1998 relative aux finances publiques et à la gestion économique.

21 Comptabilité et vérification comptable

- 1) Le Conseil doit tenir correctement la comptabilité de ses transactions financières et doit faire préparer les relevés de comptes annuels pour chaque exercice.
- 2) Les comptes du Conseil pour chaque exercice financier doivent être vérifiés dans les trois mois au plus qui suivent la fin de l'exercice par le contrôleur général des comptes ou une personne que celui-ci autorise.

22 Rapport Annuel

Le Conseil doit, dans les quatre mois qui suivent la fin de chaque exercice financier, présenter un rapport au ministre sur les opérations du Conseil durant cet exercice.

23 Règlements

Le ministre peut, sur avis du Conseil et par arrêté, prendre des règlements :

- a) sur ou concernant toute question qui, en vertu de la présente Loi, doit ou est autorisée à être prescrite ;
- b) qu'il convient de prendre pour la meilleure application de la présente Loi.

24 Abrogation de la Loi N°13 de 1985

La Loi N°13 de 1985 sur le Conseil national des Chefs (Organisation) est abrogée.

25 Entrée en vigueur

- 1) Sous réserve du paragraphe 2), la présente Loi entre en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel.
- 2) Le paragraphe 10.1) c) entre en vigueur le 10 janvier 2007.

ANNEXE

Conseils insulaires des chefs	Conseils urbains des chefs	Nombre de représentants au Conseil
Torres/Uréparapara		1
Gaua/Mérig/Mérelava		1
Vanualava/Mota/Motalava		1
Santo		3
Malo		1
Ambaé		2
Maéwo		1
Pentecôte		2
Ambrym		2
Malakula		2
Paama		1
Épi		1
Tongoa/Tongoariki/Buniga		1
Émaé/Mataso/Makira		1
Éfaté		2
Erromango		1
Futuna		1
Aniwa		1
Tanna		3
Anatom		1
	Luganville	1
	Port-Vila	1



REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU COMMODITIES MARKETING BOARD ACT [CAP 133]

Functions and Powers of Inspectors Order No. 8 of 2007

In exercise of the powers conferred on me by section 23 of the Vanuatu Commodities Marketing Board Act [CAP 133], I, the Honourable JAMES BULE Minister of Trade, Commerce, Industry and Tourism make the following Order.

1 Functions of Inspectors appointed under the Vanuatu Commodities Marketing Board

The functions of the Inspectors are:

- (a) to work closely with Quarantine Officers to ensure that kava is exported in the required standards;
- (b) to oversee the implementation of the Board's decisions relating to their functions and powers.

2 Powers of Inspectors appointed under the Vanuatu Commodities Marketing Board Act

The powers of the Inspectors are:

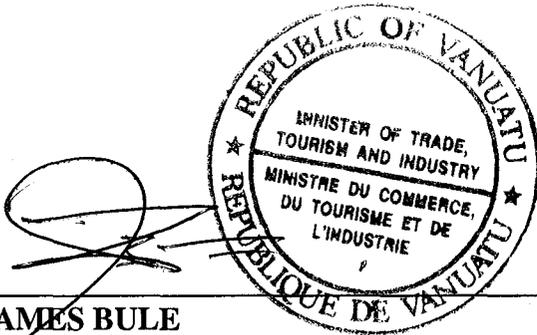
- (a) to enter any vessel or aircraft and make such examination and inquiry as may be necessary for ascertaining whether the conditions specified in the export authority have been complied with by authorised exporter;
- (b) to require the production of any document concerning any prescribed commodity from an authorised exporter;
- (c) to examine in the presence of another Inspector, the content of kava chips to ascertain whether the kava chips have met the required standards for export;

- (d) to stop the export of kava if the kava chips and roots do not meet the required standard for export.

3 Commencement

This Order commences on the date on which it is made.

Made this 16th day of March 2007.



JAMES BULE

Minister of Trade, Commerce, Industry and Tourism



REPUBLIC OF VANUATU

HONOURS ACT [CAP 120]

Honours (Amendment) Regulation

Order No. 9 of 2007

In exercise of the powers conferred on me by Paragraph 7(d) of the Honours Act [CAP 120], I, KALKOT MATASKELEKELE, President of the Republic of Vanuatu, on the advice of the Prime Minister make the following Regulation:

1 Amendments

The Honours Regulation Order No. 46 of 1987 is amended as set out in the Schedule.

2 Commencement

This Order commences on the date on which it is made.

Made at Port Vila this 22nd day of March, 2007.



His Excellency
KALKOT MATASKELEKELE
President of the Republic of Vanuatu



SCHEDULE

AMENDMENTS OF THE HONOURS REGULATION ORDER NO. 46 OF 1987

1 Regulation 15

Repeal the Regulation, substitute

“15 President to appoint members to First Class

The President may appoint not more than 5 persons to be members of the First Class in any one year and there shall not be at any one time more than 25 members of the First Class.”



REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU COMMODITIES MARKETING BOARD ACT [CAP 133]

Vanuatu Commodities Marketing Board (Kava) Regulation Order No.10 of 2007

In exercise of the powers conferred on me by section 23 of the Vanuatu Commodities Marketing Board Act [CAP 133], I, the Honourable JAMES BULE Minister of Trade, Commerce, Industry and Tourism make the following Order.

Arrangement of clauses

- 1 Interpretation
- 2 Kava intended for export
- 3 Bagging of kava for export
- 4 Moisture, dust and fungal contents of kava
- 5 Quality and certification of kava
- 6 Cargo manifests
- 7 Commencement

Schedule

REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU COMMODITIES MARKETING BOARD ACT [CAP 133]

VANUATU COMMODITIES MARKETING BOARD (KAVA) REGULATIONS

An Order to regulate the packaging and marketing of kava.

1 Interpretation

Board means the Vanuatu Commodities Marketing Board as established under section 4 of the Vanuatu Commodities Marketing Board Act [CAP 133];

reconditioning means re-washing, re-drying and repacking kava from a bag which has been found to be in such a condition specified in subclause 3(3).

2 Kava intended for export

All kava intended for export must be contained in good serviceable bags or if presented in bulk, in such form as approved by the Board

3 Bagging of kava for export

- (1) A bag containing kava for export must be securely sewn with twine of clean natural fibre in such a manner that there is no opening at the mouth through which kava can escape or be contaminated.
- (2) Each bag containing kava for export must not weigh more than 30 kilograms.
- (3) A bag found to be in a damaged condition or otherwise considered unserviceable by a Board inspector may be withheld and the kava contained in it is to be rejected and returned to the owner for reconditioning.
- (4) Each bag of kava for export must be permanently labelled with a clear and visible marking and inscription that can be read and understood as belonging to the seller and the kava bags are to remain the property of the seller.
- (5) Each bag of kava for export must be permanently labelled with a clear and visible marking and inscription that can be read and understood as containing the 10 varieties of kava, specified in the Schedule, as approved by the Quarantine exporting requirements.

4 Moisture, dust and fungal contents of kava

- (1) The Board may not purchase kava if:
- (a) the moisture content of the kava is less than 5%; or
 - (b) the dust, dirt and other extraneous matter attached to the kava weighs more than 10% by weight of the kava as determined by passage through a 3/8 inch mesh sieve; or
 - (c) the free fatty acid content of extracted oil, expressed as lauric acid, is more than 4 percent.
- (2) Any person offering to sell a kava consignment to the Board is responsible for the costs of reconditioning or disposal of any kava rejected by the Board that is found to contain fungus.

5 Quality and certification of kava

- (1) Subject to subclause 4(1), for the purposes of certifying kava for sale to the Board or for export, a Board inspector may award a certificate to certify the qualities and features of the kava in the following category:
- (a) Vanuatu stumps;
 - (b) Vanuatu Chips;
 - (c) Vanuatu Roots;
 - (d) Vanuatu Stems.
- (2) For the purposes of facilitating the certification process, an owner presenting his or her kava consignment for certification must separate kava according to the quality and variety of kava.
- (3) A Board inspector shall certify a kava consignment after randomly examining at least 5% of the consignment.

6 Cargo manifests

In addition to the requirements under subclause 3(4), all bagged kava received from a shipping vessel must be accompanied by a cargo manifest in a form approved by the Board.

7 Commencement

This Order commences on the date on which it is made.

Made this 20th day of March 2007



JAMES BULE
Minister of Trade, Commerce, Industry and Tourism

Schedule

(subclause 3(5))

The 10 varieties of kava approved by the Quarantine export requirements

- 1 Vanuatu Borogu
- 2 Vanuatu Borogoru
- 3 Vanuatu Gorogoro
- 4 Vanuatu Tia
- 5 Vanuatu Melomelo
- 6 Vanuatu Ahouia
- 7 Vanuatu Palarasul
- 8 Vanuatu Kelai or Miaome
- 9 Vanuatu Silese
- 10 Vanuatu Ge Wiswisket



REPUBLIC OF VANUATU

CONSTITUTION OF THE REPUBLIC OF VANUATU

APPOINTMENT OF ACTING JUDGE

IN EXERCISE of the powers conferred upon me by Article 47(2) of the Constitution of the Republic of Vanuatu, I, **Kalkot MATASKELEKELE**, President of the Republic of Vanuatu, on the advice of the Judicial Service Commission, appoint

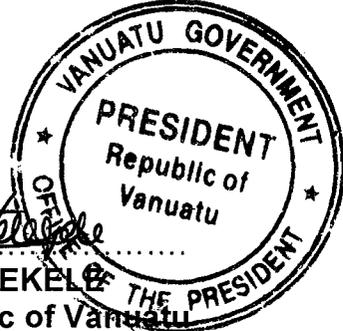
Justice JOHN MANSFIELD

To be an Acting Judge of the Supreme Court of Vanuatu with effect from the 26th March 2007 to 6th April 2007

MADE AT THE STATE OFFICE, THIS 20th DAY OF MARCH 2007

BY HIS EXCELLENCY


.....
Kalkot MATASKELEKELE
President of the Republic of Vanuatu

The seal is circular with a double border. The outer border contains the text 'VANUATU GOVERNMENT' at the top and 'THE PRESIDENT' at the bottom, separated by two stars. The inner circle contains the text 'PRESIDENT' at the top, 'Republic of Vanuatu' in the center, and 'OFFICE' at the bottom.



REPUBLIC OF VANUATU

OATHS ACT [CAP 37]

JUDICIAL OATH

I, **JOHN MANSFIELD**, having been appointed a Judge of the Supreme Court of the Republic of Vanuatu, do swear that I will bear true faith and allegiance to the Republic of Vanuatu and will uphold the Constitution and the law, AND WILL conscientiously, impartially and to the best of my knowledge, judgment and ability discharge the functions of my office and do right to all manner of people after the laws and usages of the Republic of Vanuatu without fear or favour, affection or ill-will.

So help me God.

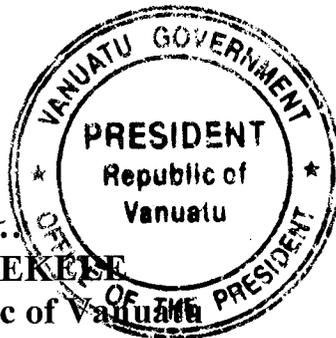
SWORN at Port-Vila,)
This 26 day of)
March 2007)

John Mansfield
.....
JOHN MANSFIELD

Before Me

Kalkot Mataskelekele
.....

KALKOT MATASKELEKELE
President of the Republic of Vanuatu





REPUBLIC OF VANUATU

OATHS ACT [CAP 37]

OATH OF ALLEGIANCE

I, **JOHN MANSFIELD**, do swear that I will well and truly serve and bear true allegiance to the Republic of Vanuatu according to law.

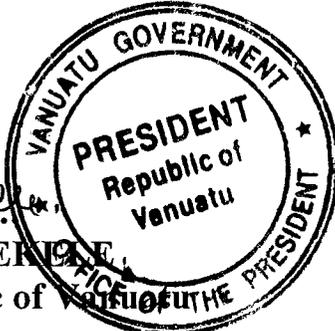
So help me God.

SWORN at Port-Vila)
This 25th day of)
March, 200)


.....
JOHN MANSFIELD

Before Me


.....
KALKOT MATASKELENI
President of the Republic of Vanuatu



THE COMPANIES ACT [CAP.191]
NOTICE OF SPECIAL RESOLUTION
PURSUANT TO SECTION 144

NAME OF COMPANY: Island Safaris Limited
PRESENTED BY : John Aruhuri

To the Registrar of Companies:

Island Safaris Limited

Hereby give you notice in accordance with Section 144 of the Companies Act [CAP. 191] that at an Extra General Meeting of the Company held on Friday 9th March 2007 the following Resolutions were passed as Special Resolutions:

1. That the Company be wound up voluntary (Creditors Voluntary) and:-
2. that Air Vanuatu subject to confirmation by the CEO agreed to contribute a 49% contribution against validated debts as established by the duly appointed liquidator
3. that Mrs Kathryn Nako Chartered Accountant of Kokona & Co of PO Box 1027 Port Vila, Vanuatu be and is hereby appointed liquidator for the purpose of such winding up, and that she is hereby authorized to divide any part of the assets of the Company in specie or kind.

Name of Company here
By its authorized officer



Director/Secretary

Dated: 9th March 2007



REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

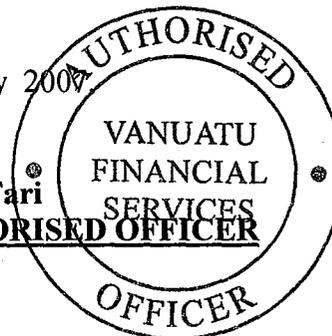
THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, the following companies have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

E.N. MANAGEMENT CONSULTING LIMITED
REDWARP LIMITED
TAM TAM TRADING LTD
PHG PHARMACEUTICALS LIMITED
LAMNALCO-TIDEWATER MARINE SERVICES LIMITED
VANUVEST LTD
SPORTS INTERNATIONAL INVESTMENTS CORPORATION
HFS LIMITED
GODLEN ISLAND INVESTMEBNT GORUP LTD
LINE SEVEN INC.
H & H INTERNATIONAL LIMITED
SYNCO INVESTMENTS LIMITED
LANCOME INVESTMENTS LIMITED
I.S.I. CORPORATION LIMITED
EAGLE INVESTMENTS LIMITED
EX-WORKS LIMITED
HAWK FINANCIALS INC.
SOUTH PACIFIC FOREX LIMITED

Dated at Port Vila this ninth day of February 2007.

Jenny Tari
AUTHORISED OFFICER





REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, the following companies have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

EAST WIND LTD
HAKA HOLDINGS LIMITED
YOORAMI LIMITED
NEW ASIA DEVELOPMENT HOLDINGS
PACIFIC SOFTWARE SOLUTIONS LIMITED
TURTLE COVE PROPERTIES LIMITED
PACIFIC EQUITY TRADERS LIMITED
CGI INVESTMENTS LTD
SANDOWN INVESTMENTS LIMITED
ARCHER DEVELOPMENT LIMITED
BRAND INTERNATIONAL COMPANY LIMITED
RCJ ENTERPRISES LIMITED
PACIFIC RESORTS LIMITED
JADE SECURITIES LTD
ASIAN NOMINEES LIMITED
WORLDWIDE SECURITY COMPANY LIMITED
TARLENGIL LIMITED
MEA STEEL CORPORATION
LWO LIMITED
PETER DAWSON & ASSOCIATES LIMITED
BONKASA LTD

Dated at Port Vila this thirteenth day of October 2006.

Jenny Tari

AUTHORISED OFFICER

